

L'effet de la crise énergétique sur les rapports de puissance

par Nicholas G. L. Vincent

Le grand désarroi qui a récemment marqué la crise internationale de l'énergie a complètement bouleversé les théories existantes sur l'évolution des équilibres de puissance. Quant à savoir si la base de ces équilibres s'est effectivement modifiée ou s'il s'est produit une réelle accélération ou décélération dans leur déplacement, on ne saura le dire qu'après avoir étudié, après un certain laps de temps, toute cette période de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973.

Une chose est certaine: les récents et graves problèmes d'approvisionnement en pétrole reflètent une tendance que l'embargo imposé par les États arabes sur le pétrole n'a fait qu'accentuer. Avant l'embargo, les États-Unis et d'autres nations industrialisées non communistes éprouvaient déjà le besoin d'accroître leurs importations de pétrole en provenance des États membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). Cette tendance et les projections dont elle s'accompagnait révélaient un besoin sans cesse grandissant d'importations de pétrole, lequel ne pourrait s'amenuiser que sur une période de quelques décennies. On n'y parviendrait d'ailleurs que par la mise au point de sources d'énergie nucléaire et le recours à d'autres encore plus révolutionnaires ainsi que grâce à l'application d'une technologie avancée et à d'importants investissements qui permettraient d'accroître les approvisionnements tirés des sources classiques d'hydrocarbures, des sables et des schistes bitumineux, des réserves frontalières de pétrole et de gaz naturel.

Pour tous les pays importateurs de pétrole, l'avertissement était pourtant clair: il leur faudrait absolument compter pendant bien des années encore sur les approvisionnements provenant des pays de l'OPEP. Les entraves économiques, technologiques et écologiques au développement rapide de nouvelles sources d'énergie «chez eux» sont d'une ampleur à écarter tout espoir de ce genre. Les pays importateurs de pétrole vont donc forcément voir s'accroître pour un temps leur dé-

pendance vis-à-vis des sources extérieures d'approvisionnement.

La plupart des nations industrialisées ont reconnu l'imminence du danger et leurs politiques étrangères en ont été fortement influencées. Toutefois, en l'absence d'une crise de l'énergie vraiment sérieuse jusqu'à l'hiver de 1972-1973, alors que la pénurie s'est concrètement manifestée aux États-Unis et ailleurs dans le monde, les gouvernements et les populations, oubliant cette grave possibilité, négligèrent d'élaborer une gestion appropriée des ressources et approvisionnements d'énergie ainsi que d'utiles politiques internes et extérieures pour l'avenir.

Même les pénuries de l'hiver dernier semblaient relever davantage d'un problème de raffinage et de gestion de la distribution que d'un défaut d'approvisionnement. Il y avait une bonne part de vérité dans cette façon d'envisager les choses, mais l'embargo résultant de la guerre israélo-arabe a déclenché la sonnette d'alarme dans les pays industrialisés, dès lors durement contraints de calculer leurs provisions d'énergie par rapport à leur croissante consommation et à leurs systèmes de distribution.

Transformation des structures

Cet examen de conscience ne pouvait guère apporter de changement immédiat aux structures d'approvisionnement existantes, bien que les modes de consommation

Spécialiste en matière de transport, M. Vincent est directeur des contrats au Bureau de la conservation des ressources énergétiques du ministère fédéral de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Il a travaillé pour des sociétés minières internationales au pays et à l'étranger avant d'être affecté au ministère en 1970. A la suite d'un congé au cours duquel il a accompli une mission pour le compte des Affaires extérieures au sujet des questions énergétiques, M. Vincent est retourné au ministère de l'Énergie à la fin de 1973. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.

